

ESCWA in the Media

الإسكوا في الإعلام

- **L'Hebdo Magazine** : Adib Nehmé, conseiller à l'Escwa. «Le vrai coût: la déliquescence de l'Etat»

Adib Nehmé, conseiller à l'Escwa. «Le vrai coût: la déliquescence de l'Etat»

L'Hebdo Magazine

Pour Adib Nehmé, conseiller régional à l'Escwa, le coût le plus lourd que la guerre en Syrie ait porté sur l'économie libanaise est, en réalité, indirect. Il s'agit de la déstabilisation étatique couplée à une corruption institutionnalisée. Interview.

De quelle manière la guerre en Syrie a-t-elle bouleversé les moteurs de la croissance libanaise?

Je ne pense pas que la guerre en Syrie ait profondément marqué l'économie libanaise, comme certains spécialistes peuvent le souligner. Pour parler de bouleversement, il aurait fallu que la structure même de l'économie ait été affectée, or je ne pense pas que ce soit le cas, du moins jusqu'à présent. Même s'il est vrai que la guerre en Syrie a causé de lourds dégâts sur les moteurs de la croissance, le tourisme et le commerce extérieur notamment, ces piliers n'ont pas encore sombré totalement. Le Liban est toujours une économie de rentiers et le marché immobilier ne s'est pas effondré, il s'est simplement stabilisé. Jusqu'à présent, nous sommes toujours dans la même structure économique. Peut-être même que sans la présence syrienne, le marché immobilier aurait bien plus ralenti. Il en est de même pour le secteur bancaire. Aujourd'hui, combien de millions de dollars les Syriens ont-ils déposés dans les banques libanaises? Pourquoi ne communique-t-on pas ces chiffres?

Vous soutenez ainsi la thèse selon laquelle la présence syrienne aurait stimulé l'économie libanaise?

Je fais partie de ceux qui préfèrent garder un discours rationnel. Il faut se méfier des chiffres non fondés surtout dans un pays comme le Liban où nous ne disposons que de très peu de statistiques fiables. En 2014,

les Nations unies avaient réalisé une étude selon laquelle sur les 2% de croissance réalisés cette année-là, 1,3% aurait été le fait des 800 millions de dollars d'aides accordés aux Syriens. L'effet multiplicateur des donations syriennes montre bien qu'en un sens, le Liban a bénéficié de la présence syrienne. Je ne veux pas atténuer la réalité. Bien sûr que le Liban a besoin de l'aide internationale pour gérer la crise des réfugiés, mais je souhaite garder un discours rationnel. Qui peut dire aujourd'hui combien de magasins libanais auraient fermé sans la main-d'œuvre bon marché syrienne? Personne car, une fois encore, le pays se heurte au problème des statistiques. Nous souffrons d'un problème de bonne gouvernance et d'un manque dramatique de connaissance de la situation au Liban. Comment savoir de quoi et de combien le pays a besoin pour sortir de cette crise aux multiples visages si l'on n'a aucune idée des données de base: la population libanaise, la population syrienne, le taux de chômage... Nous n'avons, en réalité, aucune connaissance des effets réels de la présence syrienne au Liban ni sur la structure de l'économie libanaise ni sur la politique locale.

Quels sont alors les effets néfastes de la guerre en Syrie sur l'économie?

L'effet le plus grave de la guerre en Syrie sur l'économie libanaise est une conséquence indirecte de ces violences: la déliquescence de l'Etat libanais. La déstabilisation institutionnelle est la conséquence la plus dangereuse de la guerre en Syrie sur l'économie libanaise. Elle a atteint un tel niveau qu'en 2015, le secteur bancaire a dû faire pression sur le gouvernement pour qu'il finisse par faire passer ce qu'on nommait les lois économiques dites de nécessité. L'absence de président, de Parlement, le manque d'investissements, toute la situation économique aurait été bien différente si l'appareil étatique était toujours en marche. La panne des institutions et la polarisation des Libanais ont entraîné une réalité bien plus grave encore: l'appropriation des biens publics par le privé soit une corruption institutionnalisée, une nouvelle réalité au sein du gouvernement. La crise des poubelles en est une parfaite illustration, mais pas seulement. Le gouvernement est devenu le lieu où l'on se partage sans complexe les biens publics. Tous les revenus de l'Etat sont désormais appropriés, ce qui pèse bien plus sur le déficit budgétaire que les 1,5 million de réfugiés syriens présents au Liban. Que cela change-t-il que l'on paie 20% d'électricité en plus avec la présence des réfugiés, avant même qu'ils arrivent nous n'avions pas d'électricité? L'illustration la plus grave de cette corruption généralisée est la conférence de Londres. A Londres, le gouvernement libanais a réclamé 500 millions de dollars pour l'achat d'incinérateurs. C'est ce qui a été considéré comme une priorité pour que le gouvernement puisse faire face à l'afflux de réfugiés. Est-ce vraiment l'image que le Liban souhaite montrer au monde?

Propos recueillis par Soraya Hamdan